



Rapport de la troisième session de formation Re-Sources - Burkina

« Elaborer et mettre en œuvre une stratégie durable de gestion des déchets
dans les petites et moyennes villes »



Ce rapport a pour objectif de rendre compte des différents échanges qui ont été effectués lors de la partie en prérequis et en présentiel de la troisième session de formation Re-Sources de Ouagadougou en novembre et en décembre 2018.

La formation a commencé le lundi 12 novembre 2018 par quatre semaines de prérequis. Chaque semaine, un cours était envoyé à chaque apprenant, ainsi qu'un quizz à remplir à la fin. Les quatre thématiques abordées (Caractériser un gisement de déchets ménagers ; pré-collecte, collecte et transport des déchets ménagers ; la valorisation des déchets ménagers ; et la mise en décharge) ont permis à chacun de prendre connaissance de toute la filière de la gestion des déchets à son rythme. La partie de la formation en présentiel de cinq jours a intervenu du 10 au 14 décembre 2018, et visait à échanger sur la base des pré requis et à clarifier des parties qui n'auraient pas été bien assimilées par les apprenants. Elle a permis de passer en revue les étapes de la Gestion des Déchets Solides (GDS) et de travailler sur le processus de diagnostic participatif ainsi que sur celui de la planification stratégique.

Des difficultés ont été enregistrées à cause des problèmes de connexion internet et la non maîtrise de l'ordinateur chez certains apprenants. Néanmoins, sur 5 personnes au départ seule une personne n'a pas pu se mettre à niveau jusqu'au présentiel.

Cette phase s'est déroulée à Ouagadougou dans la maison d'accueil du CEAS Burkina et au niveau du Centre de tri et de valorisation de la commune de Saaba comme site pour les travaux pratiques. Sur un total de 18 inscrits, 17 apprenants ont ainsi participé à la formation en présentiel.

La formation a été assurée par Bernard NONGUIERMA, coordonnateur de la Plateforme Re-Sources, et par Séraphin KOUTABA, chef du projet d'Appui à la Gestion des Déchets Solides municipaux dans les villes secondaires du Burkina Faso de l'Association CEAS Burkina Faso.

Dans ce rapport, nous retracerons ainsi les différentes journées, en nous efforçant de faire ressortir les éléments marquants et importants de celles-ci. Enfin, nous reviendrons brièvement sur les éléments d'évaluations remplis par les apprenants lors du dernier jour.

JOUR 1 – lundi 10/12/18

La formation a commencé par un tour de table permettant à chacun de mieux connaître les autres. La plupart des apprenants travaillent au sein d'une commune en tant qu'agent technique ou technicien. On note également la présence d'apprenants venus à titre personnel pour se faire des rudiments dans le domaine de la GDS. (on comptait un prêtre, un consultant, et un député). Tous les apprenants viennent de différentes régions du Burkina Faso.

Les attentes de chacun ont ensuite été citées :

1. Avoir une parfaite maîtrise de la GDS
2. Connaissance de la typologie des déchets, la caractérisation, le processus de gestion des déchets dans les grandes villes
3. Être capable d'organiser une campagne de caractérisation
4. Trouver la formule efficace de gestion des déchets à moindre coût
5. Pouvoir se former à la GDS et disposer des outils de gestion des déchets tels que les canevas

6. Mieux comprendre l'organisation de la GDS, travailler en synergie avec les services techniques de la commune de Banfora
7. Avoir une maîtrise de tout le processus de la GDS
8. Acquérir des expériences innovantes en matière de GDS
9. Renforcer les capacités en matière de GDS
10. Bonne assimilation du processus de GDS pour une mise en pratique
11. Maîtriser les procédures de la GDS pour mieux organiser la filière
12. Comment mieux gérer les déchets plastiques au niveau des communes
13. Avoir les notions de base pour mettre en œuvre les activités (Tri à la source- accompagnement des PME, valorisation).

Les formateurs ont ensuite rappelé les objectifs de la formation :

« Permettre aux cadres, agents techniques municipaux, membres d'associations et d'ONG, de maîtriser, conduire une planification de la gestion des déchets. Ainsi, ils seront capables d'animer, piloter, mettre en œuvre une stratégie durable de gestion des déchets solides, adaptée à un contexte local donné, en concertation avec les acteurs concernés, à l'échelle d'un petit territoire ».

La méthodologie adoptée est participative, et non ex-cathedra : aucune présentation PowerPoint n'a été élaborée : les apprenants apprennent par eux-mêmes. Pendant la formation, ils travaillent sur chaque maillon de la GDS, avec des exercices, échanges, et des mises en commun, afin de s'approprier chaque étape. La formation n'a pas vocation de rentrer dans les détails techniques (compost, dimensionnement...). Elle vise plus à donner les outils pour faire un diagnostic, une planification... afin de gérer et suivre correctement la GDS dans une commune.

De plus, la formation permet de mettre en place un cadre d'échanges et la mutualisation des connaissances de chacun, de chaque commune. Les attentes des uns et des autres se complètent afin d'apprendre des expériences de tous.

Cette formation est la troisième au Burkina Faso et sur 17 participants 8 ont été pris en charge financièrement par le 1% déchets à travers le PAGEDS.

a. La situation dans les communes des participants

Les participants ont fait l'état des lieux de la gestion des déchets solides dans leurs communes, pour permettre aux formateurs d'avoir la situation de départ afin d'adapter le contenu de la formation aux situations réelles, pour que les attentes de tous les apprenants soit prises en compte. Un tour de table a été effectué afin que chaque participant puisse partager la situation de sa commune en matière de GDS. Il s'est avéré que les villes de Koudougou et Banfora sont les plus avancées en la matière. Elles disposent chacune d'un système de pré-collecte, de collecte mais ne disposent pas de décharges. Il ya des associations de collecte qui travaillent tant bien que mal avec ces 2 communes. Chacune rencontre à peu près les mêmes difficultés en gestion des déchets, mais à des niveaux différents. Notons que la commune de Banfora dispose d'engins lourds pour l'enlèvement des ordures. Ces engins sont très souvent loué aux privés afin de créer des revenus pour la Mairie. Les autres communes comme Gomboussougou, Bitou et Nobéré sont des communes rurales qui ne disposent pas pour le moment d'un système de gestion des déchets mais qui vivent les problèmes de prolifération des déchets plastiques. Les techniciens de l'ONG ACRA qui travaillent dans quelques

arrondissements de la ville de Ouagadougou sont confronté à un manque de données et ont constaté une non coordination des actions au profit de ces arrondissements.

Le constat général qui se dégage est que toutes les communes sont toutes confrontées à une augmentation importante des déchets, surtout les déchets plastiques. La population dénonce de plus en plus l'insalubrité des lieux publics mais ne fait aucun effort pour changer de comportement. Les communes manquent de plans d'action mais aussi de moyens humains formés et des moyens financiers pour faire face à ce défi.

b. La démarche d'élaboration d'un diagnostic participatif

Pour cette première étape, les participants ont été repartis en 2 groupes. Ils ont tout d'abord identifié les différentes étapes d'élaboration d'un diagnostic en séance plénière. Ensuite, dans les groupes, ils ont associé chaque étape aux acteurs à impliquer et aux stratégies à élaborer.

La mise en commun a permis d'élaborer un tableau de synthèse riche, tout en montrant l'importance de la mairie et du service technique municipal qui conduit le processus de diagnostic. Toutefois, les acteurs municipaux ne peuvent pas tout faire seul : ils doivent s'entourer d'acteurs pertinents. Une commission ad hoc doit ainsi être mise en place pour appuyer le consultant et la mairie. Au cas où il existe un cadre de concertation au sein de la commune, il pourra être mis à profit. La commission ad hoc a également un rôle primordial d'éclaireur : elle est issue des communautés et connaît bien le cadre du travail. Elle assure la bonne réalisation des enquêtes et la collecte des données.

Construire la démarche d'élaboration d'un diagnostic participatif :

N°	Etapes principales	Acteurs à impliquer	Stratégie	Observation
1	Elaboration TDR- chronogramme-budget	Autorités municipales, services techniques municipaux, services techniques déconcentrés de l'état, PTF	Prendre en compte les objectifs, les résultats, la méthodologie de collecte de données (population, état de salubrité, acteurs de la GDS, gisements, caractérisation, abonnement, les couts, les attentes...	
2	Déterminer la zone d'activité	Services techniques municipaux, services techniques déconcentrés, les coutumiers et religieux	Zone aggloméré, zone non-loties, autres sites importants	
3	Création de la commission ad hoc	STM, santé, environnement, eau- assainissement, CEDL, CATGF, OSC, Responsables des	Il faut prendre un arrêté. Prendre en compte le visa du contrôleur financier. Prendre en compte tous les acteurs	

		4commerçants, éducation, sécurité, autorités coutumières et religieuses, ONG...	impliqués dans la GDS. Limiter le nombre de membres de cette commission	
4	Recrutement d'un consultant	Impliquer les acteurs de la dépense publiques PRM, DAF/comptable, CF, le Maire	Il faut préparer un DAO. (Profil adapté, expérience suffisante ;...)	Environnementaliste, sociologue
5	Caractérisation	Consultant,	Il faut une équipe expérimentée, Protocole de caractérisation	
6	Enquêtes, inventaire des équipements et ouvrages,	Consultant	Équipe multi-acteurs pour les enquêtes. Enquêtes ménage, enquêtes focus groupes.	Les enquêteurs doivent être expérimentés. Valider les outils, les échantillons avant l'enquête
7	Restitution validation	Consultant, commission ad hoc, autres personnes ressources	. Disponibiliser les ressources pour le paiement du consultant.	Disponibiliser très tôt le document. Voir la possibilité de traduire la restitution

c. Caractérisation d'un gisement

Lors de cette deuxième partie, des échanges dynamiques ont été engagés autour des actions de caractérisation des déchets : les apprenants ont passé en revue l'importance de la caractérisation qualitative et quantitative, de la formulation du protocole. A l'issue de ces échanges, les différentes questions et réponses reçues lors du quizz de la première semaine de pré requis ont été passées en revue. Il ressort que cette étape est primordiale quand on souhaite mettre en place une quelconque action de gestion des déchets. C'est l'une des étapes importantes du diagnostic participatif.

d. Exercice pratique de caractérisation

Un exercice pratique grandeur nature a été réalisé par les apprenants dans la cour du CEAS Burkina. Il a consisté à caractériser les déchets de la poubelle de la Maison d'accueil. Six apprenants, tous munis d'équipements de protection individuelle ont assuré la manipulation. Le dispositif d'équipement a été reproduit.

e. c. Conclusion de la journée

La journée fut clôturée par l'introduction du thème sur la pré-collecte collecte transport.



Exercice pratique de caractérisation

JOUR 2 – Mardi/12/2018

a. Visite du centre de tri et de la décharge de Saaba

Les travaux du deuxième jour ont débuté par une sortie terrain à Saaba, commune en périphérie de la ville de Ouagadougou. Elle a consisté en la visite du centre de tri, de la plateforme de compostage et de la décharge. Toute la décharge de Saaba est complètement inondée de sachets plastiques apportés par le Ministère de l'Environnement qui compte y implanter un centre de traitement. Au niveau des alvéoles, nous avons vu une alvéole en cours de remplissage et une autre déjà refermée. Des échanges ont été engagés sur place autour du suivi du remplissage qui n'est pas toujours fait à

Saaba. La conséquence immédiate observée est que l'alvéole est désorganisée et les déchets y sont jetés de façon désordonnée. Nous avons aussi échangé sur les possibilités de valoriser la partie déjà remplie.

De retour en salle, le contenu du rapport du jour1 a été présenté aux participants par un groupe de 3 apprenants.

b. Catégorie des déchets

Une fois de retour en salle, les participants ont traité un exercice sur l'identification des catégories et sous catégories des déchets et les éléments qui les composent.

Voici la liste de catégories de déchets qui a été dressée suite à la visite de Saaba :

- Fermentescible / putrescible / organique
- Dangereux
- Plastiques (dures et légers)
- Métaux (ferreux et non ferreux)
- Verre
- Textile
- Complexe (composé de plusieurs matières)
- Gravats /inertes
- Papier-cartons
- Combustibles

La liste des traitements a également été proposée par les apprenants :

- Compostage
- Recyclage
- Réutilisation
- Enfouissement
- Méthanisation
- Incinération
- Enfouissement
- Combustible
- Pyrolyse

Un travail a été ensuite effectué pour associer chaque catégorie de déchets à un ou plusieurs types de traitements. Nous avons ainsi pu voir que plusieurs techniques de traitements existent mais la pratique dépend du contexte, des technologies du moment et des moyens.

CATEGORIES	SOUS CATEGORIE	TYPE DE TRAITEMENT
Déchets putrescibles	Matières organiques : feuilles, sekos, paille, branches, restes de nourriture, coques, en bref tout ce qui est naturel et peut se décomposer rapidement.	Méthanisation, compostage
Papiers et Cartons	Sacs en papier, papier d'emballage, journaux, enveloppes, papier à lettres, affiches, livres, tickets d'autobus, photo, factures, rouleaux de papier toilette, paquets de sucre, emballage de poisson, carton de rame, cartes d'anniversaires, cartes postales, calendriers, etc.	Combustible, recyclage, réutilisation
Complexes	Objets composé de plusieurs matériaux différents pas facilement séparables (papier-plastique-aluminium ou fer): capsule de bouteille de bière, emballage Ultra Haute Température, emballage de jus de fruit, emballage de café...	Combustible, incinération, recyclage (après séparation), enfouissement
Textiles	torchons, mouchoirs, serviettes, tissus, Couches-culottes, serviettes hygiéniques, cotons, mouchoirs en papiers, papiers à usage ménager, etc.	Compostage, enfouissement, incinération, recyclage, réutilisation,
Plastiques mous	Sacs de supermarché, sacs poubelles, poubelles en plastique, film plastique d'emballage alimentaire, emballages de biscuits, Sachets d'eau,	Recyclage, pyrolyse, réutilisation
Plastiques durs	bidon d'eau (minérale, plate, gazeuse), d'huile, vinaigre, boissons sucrées ou gazeuses, tuyaux, bouilloires, brosses à dent, gobelets, cassettes, disquettes, chaises,	Réutilisation, recyclage, combustible, (valorisation énergétique)
Combustibles non classes	Cageots, bois, cuir, caoutchouc, os, préservatifs, cigarettes, tapis, peluche, crayon, gomme, pneus, tétines, balles de tennis, etc.	Combustible, incinération
Verres	Bouteilles, bocaux en verre, flacon, verres colorés, ampoules, miroirs, etc.	Recyclage, réutilisation
Métaux (ferreux et non ferreux)	Boîtes de conserve, clés, écrous, clous, antivols, pièces automobiles, ustensiles ménagers, boîtes de boisson, pièces de vélo, fer à repasser, aluminium etc.	Recyclage, réutilisation
Gravats /Inerte	Pierres, poteries, coquillages, céramiques, carreaux, briques, pots de fleur, plâtres, etc.	Réutilisation
Déchets ménagers spéciaux	Bouteilles d'encre, vernis à ongle, dissolvant, alcool à brûler, clichés radiographiques et photographiques, emballages souillés par les fongicides, herbicides, insecticides, batteries de voiture, seringues, déchets des activités de soins, piles, etc.	Incinération, enfouissement

c. Pré-collecte et collecte transport des déchets

Les principales opérations qui constituent le point de départ d'une organisation du traitement des déchets, sont la pré-collecte et la collecte. Les apprenants ont tout d'abord effectué un exercice qui permettait d'évaluer les quantités de déchets qui pouvaient être produits dans une ville donnée. Ce type d'exercice permet d'évaluer la quantité de déchets à collecter dans une ville au fil des années, en tenant compte de l'augmentation de sa population ainsi que celle des déchets produits.

Par la suite, un partage d'expériences des communes a été fait sur les différentes pratiques en matière de pré-collecte (pré-collecte porte à porte et apport volontaire). L'exemple d'une association de Banfora a été largement présenté par sa Présidente Madame Somda Lydie. L'association fait également du management et de la sensibilisation pour accroître le nombre d'abonnés, avec un soutien de la commune. De plus, il existe une brigade verte composée de femmes qui assurent le balayage des lieux publics. A Koudougou ce sont également des associations qui assurent la pré-collecte et la Mairie s'occupe de la collecte. Le nettoyage des places publiques est assuré par le personnel de IMO.

Cet échange s'est suivi de la projection d'une vidéo sur la pré-collecte. Cette vidéo a permis de s'imprégner des réalités de la pré-collecte dans une commune, de manière illustrée.

Les apprenants ont par la suite effectué un exercice sur la pré-collecte : ils devaient, après avoir matérialisé le zonage dans une ville, calculer le parcours de charretiers afin de pouvoir collecter tous les ménages abonnés d'un quartier. Cet exercice a montré l'importance de prévoir le nombre adéquat de collecteurs/charretiers en fonction du nombre d'abonnés. L'efficacité est ici à rechercher. Ainsi en fonction du potentiel d'abonnés, il appartient aux Organisations de Collectes (OC) de mieux s'organiser, de planifier le matériel de collecte et de travailler sur un circuit optimisé.

JOUR 3 - Mercredi 13/12/2018

La troisième journée a commencé à 08H15 par l'amendement du rapport de la journée précédente

a. Circuit d'optimisation de la gestion des déchets solides

A la suite de l'amendement du rapport de la deuxième journée, un exercice sur le circuit d'optimisation de la gestion des déchets solides dans une petite ou moyenne ville a été fait afin de mettre en évidence la pré-collecte et la collecte des déchets solides.

A travers cet exercice, les participants ont découvert les éléments clés à prendre en compte pour une bonne optimisation : la partie agglomérée, le zonage de cette partie, les prévisions de réalisations contenues dans les plans communaux de développement, l'identification des sites pour la réalisation des infrastructures à mettre en place comme le centre de transit, le centre de tri et de valorisation, la décharge et la distance idéale pour l'emplacement de ces infrastructures.

Pour mieux étayer les propos, des simulations ont été faites sur une carte à la volée. Les échanges ont également permis d'appréhender la problématique de la disponibilité foncière pour abriter les

différentes infrastructures qui est la base du système. Le conseil donné par les formateurs est que les différentes communes s’y prennent très tôt afin de disponibiliser les sites des infrastructures.

A la suite de l’exercice, une présentation a été faite sur les différentes étapes de la gestion des déchets. A chaque étape de la pré collecte, la collecte, le tri, la valorisation, et l’enfouissement, les apprenants ont détaillé schématiquement les rôles des acteurs, leurs responsabilités ainsi que les moyens de mise en œuvre. En fonction des contextes de chaque commune, le schéma peut varier dans le cas par exemple ou la distance permet aux Organisations de Collectes de transporter les déchets des ménages au centre de tri sans passer par un centre de transit.

Exercice pratique :

Etapes	Acteurs	Infrastructures/Equipements	Bailleurs
1. Pré-collecte	OC, Mairies, GIE, ménages, industries	Poubelles, tricycles, charrettes, bennes-tasseuses, tracteurs, vélos, pousse-pousse, Centre de pré-collecte/transit, Equipement de protection individuel (EPI)	Ménages, services, producteurs de déchets
2. Collecte/Transport	Mairie, OC, privés	Centre de collecte/transit, camion-bennes, tricycles, tracteurs, bennes, charrettes, EPI	Mairie
3. Tri	OC, mairie	Centre de tri, tables de tri, tabourets, bennes, chariots, EPI, bassines...	Mairie
4. Valorisation	OC, mairie	Plateforme de compostage, unité de fonte (plastique), eau, chariots, charrettes, brouettes, EPI, tamis, biodigesteurs... unités spécifique en fonction du type de valorisation	OC et consommateurs [accompagnement de la mairie]
5. Mise en décharge	OC, mairie, entreprise	Décharge adaptée (périmètre grillagé, alvéoles), bulldozer, EPI, compacteur, poste de pesage	Mairie, Etat, Bailleurs

b. Le tri et la valorisation des déchets solides

Après avoir rappelé l’intérêt du tri et la valorisation, les participants ont partagé tour à tour, leurs expériences/connaissances sur les actions de valorisation des déchets dans leurs communes respectives. A cet effet plusieurs exemples ont été donnés : la fonte du plastique pour la fabrication des pavés et des tables, le broyage des verres pour la tyrolienne...

L’étape suivante fut la présentation de la vidéo sur le tri à Saaba afin de permettre aux participants de mieux comprendre comment ces différentes activités se mènent sur le terrain, les difficultés et les risques liés. Ce fut l’occasion pour les participants de lever des zones d’ombres par rapport au types de plastique rencontrés en général : PET, PVC, PEHB, PEDH ainsi que de biodégradable et oxodégradable.

On est ensuite passé à l'identification des avantages et des inconvénients du tri à la source et du tri dans un centre de tri :

Tri à la source	<p>AVANTAGES : faciliter les filières, éviter les contaminations des autres déchets, réduction de la charge de travail, création d'une culture écocitoyenne, augmente la durée de vie de la décharge</p> <p>-INCONVENIENTS : réduction de la main d'œuvre (chômage), coût du matériel (poubelle à compartiments, sacs), double charge des OC</p>
Tri dans un centre de tri	<p>AVANTAGES : création d'emplois, prolongation de la durée de vie de la décharge, réduction du coût du transport, réduction de la production du gaz à effet de serre (méthane, CO₂)</p> <p>INCONVENIENTS : contamination des autres fractions de déchets, risque de maladie pour les travailleurs, pénibilité du travail, coût de réalisation des infrastructures</p>

Exercice sur : les calculs des coûts de la pré collecte, de la collecte et de transport des déchets solides puis l'estimation des économies qui pourraient être faites par le tri des déchets.

JOUR 4 – Jeudi 14 / 12 /2018

La quatrième journée a commencé à 08H15 par l'amendement du rapport de la journée précédente

a. La valorisation des déchets solides (suite)

A la suite de l'amendement du rapport de la troisième journée les participants ont visualiser deux vidéos notamment sur le combustible et sur le plastique. Cela a permis aux apprenants de mieux cerner les contours de ces deux types de valorisation. Les plastiques sont des polymères issus de la pétrochimie. La polymérisation est une réaction chimique qui crée des liaisons stables entre les molécules élémentaires d'un même composé de faible poids moléculaire appelé monomère. Il a été précisé que les tentatives de valorisation des déchets plastiques légers sont toujours artisanales et comportent encore beaucoup de dangers pour l'environnement et la santé de l'opérateur. Quant au plastique dur, la valorisation matière était jusque-là assez développée mais le marché extérieur est en ce moment quasi inexistant parce que les chinois ont fermé leurs frontières à ce produit.

b. La mise en décharge

Les apprenants ont eu l'occasion de revoir le quatrième quizz de la semaine des prérequis, qui portait sur la mise en décharge et sur le processus d'enfouissement.

Ces échanges ont permis d’insister davantage sur la nécessité de la mise en place d’une décharge quelque soit son degré d’aménagement. Le formateur Bernard Nonguierma a rappelé une phrase du Dr Emmanuel Ngnikam « Une ville sans décharge ressemble à une famille sans toilette ». D’où la nécessité pour chaque commune d’aménager un lieu pour l’enfouissement et le stockage des déchets. Les participants ont échangé aussi sur les différents critères pour la sélection du site. De plus, le danger que constitue le lixiviat, s’il n’est pas traité convenablement, a été expliqué par les formateurs. L’importance des études à réaliser, des dispositions techniques et des technologies à mobiliser quelque soit la nature du sol pour la mise en place de la décharge a été également ressortie.

Les formateurs ont aussi insisté sur le fait que chaque commune devra rapidement identifier et sécuriser des sites pour la réalisation des infrastructures de base à cause. Ceci à cause des problèmes fonciers que le Burkina rencontre en ce moment.

c. Les étapes de la planification de la GDS

Après des échanges autour de l’action de planification, un exercice a été réalisé sur les étapes de la planification de la GDS. A ce niveau, nous pouvons retenir que si un diagnostic a déjà été fait au préalable, l’étape du diagnostic dans le cadre de la planification n’est pas nécessaire. Nous avons aussi montré l’importance des différentes étapes de la planification stratégique. Il est ressorti que, pour avoir une bonne planification, il faut à tout prix impliquer toutes les parties concernées. Enfin il est à noter qu’il faut inscrire le plan d’action, la campagne d’IEC, et le suivi-évaluation dans les budgets communaux.

Un exercice de mise en situation avec les données de Re-Resources ville a été traité par les apprenants avant de passer à l’exercice ci-après.

Tableau récapitulatif des étapes proposées par les apprenants

N°	Etapas	Acteurs	Stratégie
1	Diagnostic participatif avec la caractérisation des déchets	Commission ad hoc, consultant ou personne ressource	Prise d’un Arrêté du Maire pour Préparation d’un DAO pour le recrutement du consultant
2	Elaborer des TDR (objectifs, chronogramme, budget)	Maire, SG, responsable du service technique, PRM	Proposer un draft par le service technique pour amendement
3	Rencontre de préparation avec toutes les parties prenantes	Commission ad hoc	Convocation d’une rencontre par le Maire
4	Mise en place de la commission ad hoc	Maire	Prise d’Arrête portant mise en place d’une commission ad hoc
5	Recrutement du consultant	PRM, comptable, SG	Préparation d’un DAO
6	Formation de la commission ad hoc	Consultant ou personne ressource, SG, participants	Préparer des TDR Formation théorique et pratique

			Organisation matérielle
7	Définition des objectifs de performance	Commission ad hoc, personnes ressources, consultants	Formuler les indicateurs sur chaque étape de la GDS (balayage, pré- collecte, collecte, tri, valorisation, mise en décharge) Avoir une situation de référence sur toutes les étapes de la GDS Travail à faire par la commission ad hoc avec l'appui du consultant
8	Elaboration du plan stratégique	Consultant	Conception des outils de collecte des données, analyse/traitement des données et rapportage Utilisation des données de l'étude diagnostique et de la caractérisation
9	Restitution/validation Avant-Projet Sommaire (APS) au comité ad hoc	Consultant, commission ad hoc	Envoyer le document de dans un délai raisonnable, traduction dans les différentes langues locales, Présence nécessaire des différents présidents de commission et le 1 ^{er} adjoint au maire
10	Adoption de l'Avant-Projet Définitif (APD) par le conseil municipal	Conseil municipal	Au cours d'une session du conseil municipal
11	Validation de la tutelle	Maire, la tutelle (Haut-commissaire et gouverneur)	Document de l'adoption du conseil municipal (délibération)
12	Actes d'appropriation du plan (Cérémonie de remise officielle, présentation succincte du plan des objectifs, sensibilisation, souscription...)	Maire, le conseil municipal, les PTF, les ressortissants, les autorités coutumières et religieuses, les STD, les forces vives, etc...	Mobilisation sociale : théâtres, médias, crieurs public, les invitations, gadgets, prospectus Souscriptions volontaires
13	Elaboration d'un plan Information Education Communication (IEC)	Consultant Commission ad hoc	Conception du document Un diagnostic participatif en atelier de réflexion Identifier les bonnes cibles Bon choix des moyens de communication

14	Mise en œuvre (recherche de financement, plans opérationnels)	Maire, conseil municipal, service technique	Recherche de Parrainages Recherche de Jumelages Impliquer les opérateurs économiques de la commune Rechercher des financements dans les institutions nationales comme internationales
----	---	---	--

En guise d'exercice, les expériences d'identification des indicateurs de performance dans les communes de Kombissiri et Yako au Burkina Faso ont été présentées.

JOUR 5 – Vendredi 14/12/18

Après la lecture du rapport du jour précédent, la dernière journée de la formation en présentiel s'est concentrée sur la réalisation des travaux tutorés, la troisième partie de la formation Re-Sources.

a. Préparation des travaux tutorés

Chaque apprenant a pour cela décrit son projet de travail, ses objectifs, sa problématique... Chacun a ainsi pu donner son avis, argumenter, et aider l'autre à mieux cibler son sujet.

Il a été arrêté que les résultats des travaux devront être remis en février (date à préciser). Les apprenants ont ainsi deux mois pour contacter leurs tuteurs et veiller au bon déroulement de leurs travaux de recherches. Leurs travaux devront faire au maximum une dizaine de pages. Le processus de la formation sera ainsi clôturé par la remise de ces rapports tutorés par les apprenants.

Le canevas du travail proposé est :

- Description des objectifs
- Description de la démarche
- Les résultats attendus et obtenus
- Recommandations
- Conclusion

b. Evaluation de la partie des prérequis

Difficultés rencontrées lors des quizz prérequis :

Plusieurs difficultés ont été émises, concernant la remise des quizz lors des quatre premières semaines de la formation :

- Problème de connexion internet
- Manque de temps pour lire les prérequis
- Certains acronymes n'avaient pas été compris/expliqués au préalable.
- Manque de communication : certains apprenants ne savaient pas comment se passait le processus de formation.

c. Evaluation de la partie en présentielle

L'évaluation des travaux en présentiel a été faite à chaud et les résultats sont les suivants :

Appréciation	Organisation pratique	Contenu pédagogique	Restauration	Animation
Très satisfait	*****	*****	*****	*****
Moyennement satisfait	*****		****	***
Pas satisfait				

Commentaires et recommandations faits par les apprenants afin d'améliorer les prochaines sessions :

- Faire un peu plus de terrain
- Hébergement de tous les participants pour mieux se concentrer
- Améliorer la qualité de l'hébergement
- Augmenter le temps de formation de 5 à 7 pour plus de cas pratiques et ignorer les jours fériés
- Revoir les outils pédagogiques notamment pour la projection des vidéos et varier le menu des pauses
- Eviter les retards
- Mieux préparer la formation d'amélioration la co-animation entre formateurs
- Difficulté au niveau de la connexion

Fait a Ouagadougou le 7 janvier 2019

Les formateurs

NONGUIERMA G. Bernard	KOUTABA Séraphin
-----------------------	------------------